Cap sur l'outre-mer

N° 100 – Février 2012

Les nouvelles acquisitions du centre de documentation de la DéGéOM sont présentées selon les thèmes suivants :

- Administration, collectivités locales
- Communication
- Culture, Histoire
- Droit, institutions
- Économie
- Enseignement
- Environnement
- Finances publiques, fiscalité
- Logement, urbanisme, transports
- Questions internationales
- Questions sociales, population
- Santé
- Société
- Travail, emploi
- Vie politique, Élections

Le site du mois : L'annuaire de l'Administration

Vous recherchez les coordonnées d'un service ministériel ? le nom d'un responsable administratif ? un organigramme ? les dernières nominations ? le site internet d'une institution ?

L'annuaire du portail de l'Administration vous fournit ce type de renseignements :

http://lannuaire.service-public.fr

Consultez le **mode d'emploi** réalisé à cet effet par le Pôle documentation.

Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités Territoriales et de l'Immigration
Délégation Générale à l'Outre-Mer
Service de l'évaluation de la prospective et de la dépense de l'Etat
Département de la statistique et du système d'information outre-mer
Pôle Documentation

Administration, collectivités locales

Administration, fonction publique

Article - Jurisclasseur Fonctions publiques : fascicule 150 : Outre-mer, Fitte-Duval Annie, *Jurisclasseur Fonctions publiques*, Juin 2011, 38 p.

Article - Contractuels : une nouvelle loi anti-précarité ? Riffard Jennifer ; Verne Michaël, *La lettre du cadre territorial*, 15 janvier 2012, n°435, p. 43-46

Article - L'interdiction du cumul d'activités dans le secteur public : du principe à l'exception, Richard Misrai Sophie, *Actualité juridique - Fonctions publiques*, Janvier-Février 2012, n°1, 9 p.

La loi de modernisation de la fonction publique du 2 février 2007, abrogeant le décret du 25 octobre 1936, a profondément modifié le régime du cumul d'activités des agents publics. Déjà le premier décret pris pour son application le 2 mai 2007 avait conduit à s'interroger sur la compatibilité de la réforme avec l'esprit du statut. Le récent décret du 20 janvier 2011, en élargissant encore le nombre et la nature des activités accessoires cumulables avec l'emploi public principal, amène à se demander si le principe de l'interdiction de cumul - autrefois justifié par une obligation d'exclusivité, elle-même fondée sur l'intérêt général - conserve un véritable contenu. Il n'empêche que si les nouveaux cas d'ouverture de cumuls ne sont soumis qu'à une déclaration préalable, le droit commun des cumuls reste celui de l'autorisation préalable tandis que sont maintenues les sanctions traditionnellement attachées au cumul irrégulier.

Ouvrage - La note de synthèse. La note sur dossier. La note administrative. Le rapport. (Catégories A et B), Gévart Pierre ; Castex Gérard ; Tant Daniel, Paris : *La Documentation française*, France. *Centre national d'enseignement à distance*, Mars 2010, 191 p.

Article - Libre opinion : Sauvetage en mer : petite histoire d'un projet d'intérêt général coulé par les politiques individuelles, Tarrats Marc, *Tahiti-Pacifique*, Janvier 2012, n°248, p.35-36

Depuis le début de l'année 2011, l'Etat, qui a la compétence exclusive du sauvetage en mer en Polynésie française n'exerce plus cette compétence. Etude de ce dysfonctionnement.

Collectivités locales

Article - Mayotte : les spécificités du 101e département français, Dauphin Sandrine ; Thibault Florence, *Politiques sociales et familiales*, Décembre 2011, n°106, 4 p.

Depuis le 31 mars 2011, Mayotte est devenu le cent unième département français et le cinquième département d'outre-mer (DOM). Le 29 mars 2009 par référendum, 95,2 % des électeurs avaient répondu favorablement à la question suivante : « Approuvez-vous la transformation de Mayotte en une collectivité unique appelée "département", régie par l'article 73 de la Constitution et exerçant les compétences dévolues aux départements et régions d'outre-mer ? ». Cette volonté d'être rattaché à la France est historiquement ancienne et s'est concrétisée après bien des difficultés. Etude

Article - Les délégations de fonctions en droit français des collectivités territoriales, Moreau Jacques, *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 4é trimestre 2011, n°6/2011, p.1473-1492

Article - Chronique de jurisprudence des cours administratives d'appel : Collectivité territoriale : Peut-on contester le refus du préfet de déférer un acte ?, Vié Jean-Marc, *Actualité juridique - Droit administratif*, 23 janvier 2012, n°2/2012, p.80-83

Le refus d'un préfet de déférer un acte d'une collectivité territoriale à la censure du juge administratif est insusceptible de recours pour excès de pouvoir. Commentaire de la décision suivante : CAA Bordeaux 20 décembre 2011, Compagnie guadeloupéenne de service public, n°11BX00494

Communication

Article - Open data : Des initiatives encourageantes qui devraient faire des émules, *01 Business & Technologies*, 19 janvier 2012, 3 p.

Outil de transparence démocratique, la libération des données publiques par l'administration est matérialisée par l'ouverture du portail Data.gouv.fr.

Culture, histoire

Culture, Religions

Article - L'accès des femmes au pastorat : Le cas de l'Église évangélique de Polynésie française, Malogne-Fer Gwendoline, *Archives de sciences sociales des religions*, Avril-juin 2007, n°138, 21 p.

Analyse

Histoire

Article - Les mouvements sociaux en Martinique dans les années 1960 et la réaction des pouvoirs publics, Jalabert Laurent, *Études caribéennes*, Décembre 2010, n°17, 14 p.

Le conflit social aux Antilles en 2009 a été très médiatisé en métropole où il est apparu exceptionnel, première épreuve dans le champ social susceptible de faire vaciller l'autorité d'un gouvernement jusqu'alors inflexible dans ce domaine. Au regard de l'historien, le conflit social antillais n'a rien de bien neuf. Il se glisse dans une histoire du mouvement social antillais qui reste encore un champ bien peu traité par l'histoire la plus contemporaine. Un rapide retour en arrière sur deux conflits sociaux majeurs, en 1959 et 1961, permet de resituer l'impact des pulsions sociales sur les politiques françaises pour l'outre-mer. Etude

Droit, institutions

Droit

Article - Mise en ligne, publication et opposabilité des circulaires, Thiellay Jean-Philippe, *Actualité juridique - Droit administratif*, 16 janvier 2012, n° 1/2012, 5 p.

Article - Le leurre de la ratification expresse des ordonnances de l'article 38 de la Constitution, Feldman Garance, *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 4e trimestre 2011, n°6/2011, p.1565-1589

Ce procédé, permettant au gouvernement de demander au Parlement, "pour l'exécution de son programme", de l'habiliter à légiférer par ordonnances a suscité un regain d'intérêt dû à l'accélération de son utilisation à partir de l'année 2002. Il s'agit donc d'analyser si cette nouvelle exigence de ratification expresse des ordonnances, remplit en l'état actuel du droit, les objectifs de revalorisation du rôle du Parlement et de renforcement de la sécurité juridique en ce domaine.

Droit d'outre-mer

Article - L'extension outre-mer de la loi du 15 juin 2010 portant création de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL), De Crasto Vanessa ; Naudin Olivier, *Courrier juridique des finances et de l'industrie*, 4e trimestre 2011, n°66, 5 p.

Economie

Entreprises

Discours - Discours de Monsieur Vincent Bouvier, Délégué Général à l'Outre-mer : Clôture des Assises de l'Artisanat d'outre-mer, à Paris le 12 décembre 2011, Bouvier Vincent, France. *Ministère de l'outre-mer*, Décembre 2011, 5 p.

A l'occasion de l'année des outre-mer, la Conférence interrégionale des métiers et de l'artisanat d'outre-mer (COIREMA), les chambres de métiers et de l'artisanat et leur assemblée permanente organisent une édition spéciale de cette biennale à Paris, dans les locaux de l'Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA). La thématique retenue est : « l'artisanat, moteur du développement endogène de l'outre-mer ». Sous forme d'assises, cet événement dresse le profil d'une économie artisanale, réelle et de proximité, qui contribue efficacement à la vitalité et au développement endogène de l'outre-mer.

Discours - Intervention de Monsieur Jean Crusol : L'Artisanat, Moteur du Développement Endogène des Outremers , Assises de l'Artisanat d'outre-mer, à Paris le 12 décembre 2011, Crusol Jean, 2011, 2 p.

Jean Crusol a été invité à faire une « intervention de référence », dans le cadre des « Assises de l'Artisanat d'Outremer », organisées par la Conférence Interrégionale des Métiers et de l'Artisanat d'Outre-mer (COIREMA), le 12 décembre 2011 à Paris.

Secteur économique : Agriculture/Pêche - Tourisme

Article - La Réunion : La canne à sucre reste le pilier de l'agriculture réunionnaise, Chaulet Gil ; Orgerit Rudolph, *Agreste La Réunion*, Décembre 2011, n°73, 3 p.

Etude

Article - Premières tendances : recensement agricole 2010 [Guyane] : Plus d'exploitations vivrières, Lambert Jean-Christophe ; Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire, *Agreste Guyane*, Novembre 2011, n°02, 4 p.

Etude

Situation économique

Article - Nouvelle-Calédonie : Budget consommation des ménages 2008 (BCM) - 53000 personnes sous le seuil de pauvreté, *Synthèse*, Janvier 2012, n°23, 4 p.

17% des ménages calédoniens, représentant 53 000 personnes, vivent sous le seuil de pauvreté en 2008. Depuis 1991, le niveau de vie s'est beaucoup accru mais le taux de pauvreté n'a pas reculé. L'écart entre provinces demeure considérable : la part de ménages vivant sous le seuil de pauvreté est 4 à 6 fois supérieure dans le Nord et aux îles Loyauté qu'en province Sud. Néanmoins, c'est en zone urbaine que la pauvreté s'est le plus développée. Etude

Article - Evaluation du produit intérieur brut de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2008, *Note expresse de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer*, Janvier 2012, n°135, 4 p.

Etude

Article - Les comptes économiques de la Guyane en 2010 : La demande intérieure soutient la croissance, Mureau Cédric ; Thioux Emmanuel, *Les Synthèses de CEROM (comptes économiques rapides sur l'outre-mer)*, Décembre 2011, n°18, 4 p.

Etude

Article - Guadeloupe, Martinique, LKP, crise de 2009, crise économique, déclin économique : de crises en crises : la Guadeloupe et la Martinique,
Desse Michel, *Études caribéennes*, Décembre 2010, n°17, 15 p.

Les longues grèves qui ont paralysé la Guadeloupe et la Martinique en 2009 sont en partie liées à la crise qui touche les économies insulaires. L'agriculture est menacée par les nouvelles négociations avec l'OMC qui sont très défavorables aux exportations de la banane et du sucre. Le secteur touristique est lui aussi au plus bas. Dans ces conditions, le chômage, le sous-emploi sont difficiles à accepter quand les prix augmentent et que les perspectives de développement ne sont pas vraiment définies. Analyse

Article - La Réunion : une « terre de projets » dans les impasses du développement ?, Simon Thierry, *Études caribéennes*, Décembre 2010, n°17, 16 p.

Cette étude s'attache à rendre compte des difficultés auxquelles l'île de La Réunion est confrontée de longue date et qui ne trouvent, jusqu'à présent, aucune issue satisfaisante en termes de développement. De crises en conflits, récurrents dans leurs formes comme dans leurs schémas spatiaux, La Réunion demeure enfermée dans des impasses multiples, économiques et sociétales.

Article - Les ressorts de l'essor de la société civile en Guadeloupe, Vairac Murielle, *Études caribéennes*, Décembre 2010, n°17, 9 p.

Les effets de la crise du capitalisme se sont traduits en Guadeloupe en janvier 2009 par un mouvement social sans précédent, dirigé par un collectif qui a suscité l'adhésion en raison de son expression du malaise social et de la gestion des revendications adressées au gouvernement. Ce mouvement social est innovant en Guadeloupe en raison de la pluralité des acteurs et de la nature de ses revendications. C'est donc sur son sens qu'il convient de s'interroger. Une société civile s'est réveillée créant de nouveaux espaces de débat. Analyse

Article - De la mobilisation collective de décembre 2008 en Guyane française au référendum de janvier 2010, une année de crise, Ho Yick Cheong Anne Catherine, *Études caribéennes*, Décembre 2010, n°17

À la suite à d'une envolée des prix du carburant en Guyane, alors même que le cours du baril de pétrole mondial est en chute, les Guyanais s'emploient à mobiliser toute la société. En date du 24 novembre 2008, débute une manifestation contre la hausse du prix du carburant, et plus globalement contre la vie chère. La Guyane, paralysée pendant plus de dix jours au départ, connaîtra une crise qui durera près d'un an. Etude

Enseignement

Question écrite - Enseignement des langues régionales, et enseignement du créole en Guadeloupe, Question écrite n° 20712 de M. Jacques Gillot, JO Sénat du 03/11/2011 - page 2787, Réponse JO Sénat du 19/01/2012 - page 194

Environnement

Article - Clipperton, île bâtarde de la République ou comment la France oublie une partie de son patrimoine, Chevreuil Eric, *Tahiti-Pacifique*, Janvier 2012, n°248, p.27-34

Document parlementaire - Rapport fait au nom de la commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire sur la proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française [n°244] , Courteau Roland, Paris : France. *Sénat*, 11 janvier 2012, n°244, 46 p.

Rapport, Dossier législatif

Rapport - Institut Polaire français : Paul Emile Victor : Rapport d'activité 2010, campagnes d'été 2010-2011, Plouzané : *Institut Polaire français Paul Emile Victor*, 2011, 103 p.

Finances publiques, fiscalité

Finances locales, finances publiques

Article - Paris exige de la Polynésie qu'elle réduise ses dépenses, Chaumeau Christine, Le Monde, 2 janvier 2012, 1 p.

La collectivité d'outre-mer a vu ses recettes fiscales baisser de 17 % en quatre ans, dans un climat de récession.

Ouvrage - Code des marchés publics 2012 : 220 conseils, 260 pièges à éviter, Michon Jérôme, Paris : *Gazette des communes des départements et des régions*, 23 janvier 2012, 90 p.

A jour au 1er janvier 2012

Fiscalité, défiscalisation

Article - Amélioration du dispositif d'encadrement de la profession d'intermédiaire en défiscalisation outre-mer, *Droit fiscal*, 5 janvier 2012, n°1, 5 p.

Afin d'améliorer le contrôle de la défiscalisation des investissements outre-mer et de réduire son coût pour les finances publiques, l'article 101 de la loi de finances pour 2011 a encadré l'activité des intermédiaires en défiscalisation outre-mer.

Article - "Pour une nouvelle fiscalité à Saint-Martin" : Réflexions et propositions du Conseil Economique, Social et Culturel de Saint-Martin, Manrique José ; Thevenet Philippe, *Saint Martin. Conseil Economique, Social et Culturel*, Février 2011, 38 p.

Avis

Logement, urbanisme, transports

Logement, urbanisme

Article - JurisClasseur Construction - Urbanisme : Fascicule 49 : Financement du logement, Départements d'outre-mer, Guillet Ernest, *JurisClasseur Construction - Urbanisme*, Août 2008, 26 p.

Avec mise à jour au 10 mai 2011

Transports

Article - L'insoutenable développement urbain de l'île de Tahiti : politique du « tout automobile » et congestion des déplacements urbains, Bon Olivier
Les Cahiers d'outre-mer, Avril-juin 2005, n°230, 20 p.

Analyse

Questions internationales

Europe - Affaires internationales – Coopération

Parlement - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Maurice sur la cogestion économique, scientifique et environnementale relative à l'île de Tromelin et à ses espaces maritimes environnants [n°299], Juppé Alain, Paris : France. *Sénat*, 25 janvier 2012, 39 p.

Projet de loi

Ouvrage - New-Zealand - New Caledonia : Neighbours, Friends, Partners = La Nouvelle-Zélande et la Nouvelle-Calédonie : Voisins, amis et partenaires, Angleviel Frédéric ; Levine Stephen, Wellington (Nouvelle-Zélande) : *Victoria University Press*, 2008, 347 p.

Cet ouvrage analyse le rapport néo-calédonien / néo-zélandais sous la lumière de la sécurité, de la diplomatie, de la politique et de l'économie, aussi bien que sous des angles littéraires, culturels et religieux.

Questions sociales, population

Jeunesse, population, personnes âgées

Rapport - La jeunesse dans les départements et collectivités d'outre-mer : publication interne, Paris : France. Délégation générale à l'outre-mer. *Département de la statistique et du système d'information outre-mer*, 2011, 29 p.

Article - L'évolution démographique récente dans les départements d'outre-mer, Temporal Franck, *Politiques sociales et familiales*, Décembre 2011, n°106, 7 p.

Depuis la loi du 19 mars 1946, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et La Réunion sont des départements français d'outre-mer (DOM). S'ils partagent de nombreuses caractéristiques communes, les quatre DOM ont chacun leurs spécificités et une dynamique propre. Les Antilles ont désormais terminé leur transition démographique ; elle est toujours en voie d'achèvement à La Réunion et pas encore engagée en Guyane. À partir d'une analyse des résultats des recensements de la population et des données de l'état civil mis à disposition par l'INSEE, cet article décrit les évolutions démographiques récentes, leurs composantes ainsi que les situations familiales dans les DOM. Etude

Article - L'enquête Migrations, Famille et Vieillissement : Première grande enquête menée dans les DOM pour mieux cerner les défis de demain,
Marie Claude-Valentin, *Politiques sociales et familiales*, Décembre 2011, n°106, 6 p.

En 2010, la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane totalisaient environ 1 900 000 habitants, soit près de 3 % de la population française. En dix ans, cet ensemble s'est accru chaque année de 1,6 % en moyenne, contre 0,4 % pour la France entière. Si le solde naturel demeure le moteur de cette croissance, les migrations, elles, pèsent plus qu'en Métropole sur la structure des populations, avec toutefois des effets très contrastés d'un territoire à l'autre. Etude

Prestations sociales

Article - Les effets des politiques sociale et fiscale sur les écarts de revenu entre ménages ultramarins et métropolitains, Baude John, *Politiques sociales et familiales*, Décembre 2011, n°106, 17 p.

Le revenu moyen des ménages par habitant provenant de leur activité ou de leur patrimoine est bien inférieur dans les régions d'outre-mer à celui observé dans les régions les plus pauvres de Métropole. Mais les politiques sociale et fiscale ne permettent pas de réduire cet écart de façon significative. Certes, les prélèvements obligatoires directs sont plus faibles en Outre-mer, pour l'essentiel en raison du niveau modeste de ces revenus, et les prestations sociales, retraites et allocations chômage non comprises, y sont d'un montant par habitant nettement supérieur à celui de la Métropole en raison de la situation sociale dans ces régions. Etude

Article - L'importance du RMI aux Antilles - Guyane dans des économies en déficit d'emploi, Forgeot Gérard ; Paraire Xavier, *Politiques sociales et familiales*, Décembre 2011, n°106, 7 p.

Départements français dans l'espace caribéen, la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane sont souvent perçues comme des îlots de prospérité par la plupart de leurs voisins géographiques. Pourtant, le développement économique de ces territoires reste encore en deçà de la France métropolitaine. La faiblesse de l'appareil productif local conduit à des taux de chômage plus de deux fois supérieurs à ceux observés au niveau national sur la dernière décennie. Conséquence de ce sous-emploi, les minima sociaux constituent une composante importante des ressources des ménages ultramarins, notamment pour les plus modestes d'entre eux. Le revenu minium d'insertion demeure l'allocation la plus importante, tant par le nombre de bénéficiaires que les montants en jeu pour les conseils généraux. Etude

Article - RSA versus RSTA : le dilemme entre trappe à pauvreté et trappe à inactivité, Donné Stéphane ; Thibault Florence, *Politiques sociales et familiales*, Décembre 2011, n°106, 16 p.

Entré en vigueur le 1er janvier 2011 dans les départements d'outre-mer (DOM), le revenu de solidarité active (RSA) se substitue, comme en Métropole, au revenu minimum d'insertion et à l'allocation de parent isolé. Il remplace également le revenu de soutien temporaire à l'activité (RSTA) mis en place dans les DOM en 2009. L'article se propose de comparer le RSA et le RSTA. Ces deux prestations diffèrent en terme de mécanisme. Etude

Article - Politique sociale et société créole : une sociologie des effets du RMI à La Réunion, Roinsard Nicolas, *Politiques sociales et familiales*, Décembre 2011, n°106, 10 p.

De son instauration en 1989 jusqu'à son remplacement en 2011 par le revenu de solidarité active, le revenu minimum d'insertion (RMI) a bénéficié en moyenne à une famille réunionnaise sur quatre, chiffre à mettre en relation avec le taux de chômage qui, sur la même période, dépasse les 30 % de la population active. Rompant avec les analyses classiques de la pauvreté, de l'assistanat et de l'intégration sociale couramment mobilisées dans l'étude des politiques « de lutte contre l'exclusion » en Métropole, cet article montre combien il est nécessaire, pour comprendre la nature et la mécanique des effets sociaux du RMI à La Réunion, de prendre plus largement en compte la spécificité de ce département d'outre-mer, en particulier l'héritage de la société de plantation.

Santé

Article - Combien de repas par jour ? Normes culturelles et normes médicales en Polynésie Française, Poulain Jean-Pierre, *Journal des anthropologues*, 2006, n°106-107, 14 p.

Combien faut-il prendre de repas par jour ? Partant de cette question banale, l'auteur étudie, pour la Polynésie française, l'impact de la diffusion de normes nutritionnelles par le secteur de la santé publique et les télescopages qui s'opèrent avec les déterminants sociaux et culturels de l'alimentation. Analyse

Société

Article - L'entrée dans l'âge adulte des jeunes réunionnaises et martiniquaises : la famille comme une « évidence » ?, Breton Didier, *Politiques sociales et familiales*, Décembre 2011, n° 106, 14 p.

Cet article décrit l'évolution au fil des générations des cinq événements biographiques caractérisant la trajectoire d'entrée dans la vie adulte des femmes natives de deux départements d'outre-mer : la sortie du système scolaire, la décohabitation parentale, la première mise en couple, la première naissance et le premier emploi. Après une étude de chacun des événements pris séparément, l'étude montre les combinaisons des différents événements familiaux avant et après la sortie du système scolaire selon le niveau d'études atteint.

Article - Relations conjugales et configurations parentales à la Martinique,
Lefaucheur Nadine ; Brown Elizabeth, *Politiques sociales et familiales*, Décembre 2011, n°106, 16 p.

Etude

Travail, emploi

Article - Point stats n°10 : Quelques marges de progression existent pour améliorer la situation de l'emploi en outre-mer, Département de la statistique et du système d'information outre-mer, France. *Délégation Générale à l'Outre-Mer*, 2011, 4 p.

Etude

Ouvrage - La Réunion : Chiffres clés. Indicateurs Emploi Formation, chiffres 2010, Sainte-Clotilde : *Centre d'Animation, de Ressources et d'Information sur la Formation - Observatoire Régional Emploi Formation*, 2011, 31 p.

Ce document dresse un panorama des grandes tendances de l'activité économique, du marché du travail et de la formation.

Vie politique, élections

Discours / Déplacement

Discours - Allocution de M. le Président de la République : Devant les personnels de sécurité de la gendarmerie - Cayenne (Guyane) - Samedi 21 janvier 2012, Sarkozy Nicolas, France. *Présidence de la République*, 2012, 5 p.

Allocution
Le programme du déplacement du Président de la République en Guyane du samedi 21 au dimanche 22 janvier 2012

Discours - Discours de M. le Président de la République : A l'occasion du changement de nom de l'aéroport - Aéroport de Cayenne (Guyane) - Samedi 21 janvier 2012, Sarkozy Nicolas, France. *Présidence de la République*, 2012, 3 p.

Allocution

Discours - Discours de M. le Président de la République : A l'occasion des vœux à la France d'Outre-mer - Cayenne (Salle Zephyr) - Dimanche 22 janvier 2012, Sarkozy Nicolas, France. *Présidence de la République*, 2012, 11 p.

Allocution

Campagne pour l'élection présidentielle 2012

Discours - Campagne présidentielle 2012 : Discours de François Hollande : Meeting au hall des sports de Rivière-des-Pères (Guadeloupe) le 14 Janvier 2012, Hollande François, *francoishollande.fr* , 2012, 8 p.

Allocution

Article - Outre-mer : le vrai bilan de Nicolas Sarkozy, *Parti socialiste : Fédérations d'outre-mer*, 20 janvier 2012, 35 p.

Le parti socialiste vient de produire un document de campagne intitulé : "Outre-mer, le vrai bilan de Nicolas Sarkozy". Il a été présenté à l'Assemblée nationale vendredi 20 janvier 2012. Victorin Lurel, député PS de Guadeloupe, chargé de l'Outre-mer dans l'équipe de campagne de François Hollande, a dressé un tableau sinistre du quinquennat de Nicolas Sarkozy en Outre-mer. l s'exprimait à la veille d'un déplacement du chef de l'Etat en Guyane.
Article de Zinfos974 du 22/01/2012, Article de France-Antilles Guadeloupe du 21/01/2012, Article de la Dépêche de Tahiti du 21/01/2012, Article du JDD du 20/01/2012